

Les dépenses de logement conduisent les ménages à des privations quotidiennes

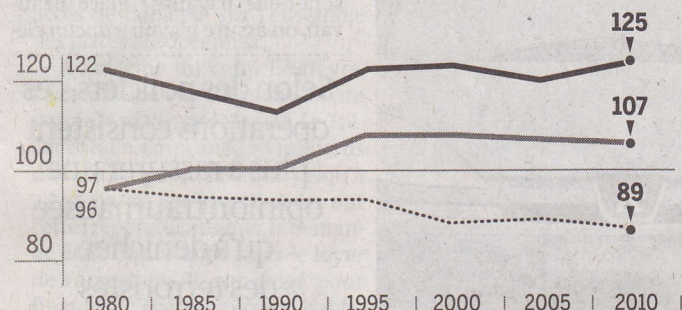
Les sommes de plus en plus importantes consacrées à se loger affectent non seulement des dépenses jugées superflues, mais aussi les postes essentiels tels l'alimentation ou la santé

L'envolée des prix de l'immobilier accentue le fossé entre les propriétaires et les locataires

ÉVOLUTION DES REVENUS SELON LE STATUT D'OCCUPATION

Indice 100 = revenu moyen

— Accédant à la propriété — Propriétaire sans emprunt Locataire



Lecture : en 2010, les propriétaires sans emprunt ont des revenus supérieurs de 7 % à la moyenne. Les locataires ont des revenus inférieurs de 11 % à la moyenne.

DÉPENSES MENSUELLES MOYENNES DU FOYER SELON L'EFFORT FINANCIER CONSACRÉ À SE LOGER, en euros

	Moins de 20 % des revenus	20 % ou plus des revenus	Ecart
Alimentation et boissons non alcoolisées	386	296	90
Transports	396	295	101
Loisirs et culture	227	169	58
Habillement et chaussures	188	162	26
Ameublement, équipement ménager	184	135	49
Santé	92	65	27

Lecture : les ménages dont le taux d'effort en matière de logement est supérieur à 20 % dépensent en moyenne 296 euros en alimentation chaque mois, soit 90 euros de moins que ceux dont le taux d'effort est plus faible.

SOURCE : CREDOC

Le mois dernier, Eva a encore eu « une dépense en trop ». Cent trente-cinq euros, l'adhésion annuelle au club de foot de son fils. La facture est arrivée plus tôt que prévu. Cette mère célibataire de trois enfants, serveuse dans la restauration, a l'habitude de gérer les imprévus. Avec un revenu de 1300 euros et 500 euros de loyer, cette Narbonnaise de 30 ans doit sans cesse choisir. « C'est la sortie au parc aquatique ou la paire de baskets neuve, le petit extra au supermarché ou la coupe de cheveux... », raconte-t-elle.

Ses arbitrages quotidiens, Eva, comme de nombreux Français, est obligé de les faire, tant le poste logement grève de plus en plus les budgets. Selon l'Insee, en incluant loyers, charges, taxes, remboursements d'emprunts, dépenses d'eau et d'énergie, un ménage sur deux consacre désormais plus d'un quart de ses revenus à son habitation.

De façon inédite, une recherche intitulée « Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population », menée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) en mars 2012, quantifie les conséquences de la cherté des prix sur les autres postes de consommation mais aussi sur la vie familiale et le lien social. Réalisé grâce aux croisements de deux fichiers, l'un qui porte sur les conditions de vie et aspirations et l'autre sur les budgets des familles, ce travail souligne aussi le clivage qui se creuse entre propriétaires et locataires.

Aujourd'hui, les sommes consacrées à se loger affectent non seule-

ment les dépenses jugées superflues mais aussi les postes essentiels comme l'alimentation, la santé ou les transports. Lorsque le taux d'effort passe de moins de 20 % à 20 % ou plus, les dépenses alimentaires diminuent de 386 à 296 euros. « Il s'agit d'un des postes qui subit la plus forte augmentation du sentiment de privation, analyse Sandra Hoibian, directrice adjointe du département conditions de vie, aspirations des Français et coauteur de l'étude. 44 % des foyers ayant de lourdes charges de logement déclarent devoir se restreindre en matière d'alimentation, un taux qui a augmenté de 23 % par rapport à 1980 », explique la responsable du Crédoc.

Les sommes consacrées à se soigner découlent aussi directement du taux d'effort des ménages. Lorsque le ménage dépense plus de 20 % de ses ressources pour se loger, il doit réduire ses dépenses médicales de 27 euros par mois. En outre, 44 % des personnes qui éprouvent des difficultés à faire face à leurs dépenses de logement déclarent devoir s'imposer des res-

trictions en matière de soins. « Cette proportion s'est accrue de 23 points en l'espace de trente ans », relèvent les auteurs de l'étude.

« Marqueur social »

Les Français, étranglés par leurs dépenses de logement, doivent aussi rogner sur les transports (-101 euros par mois), leurs dépenses de loisirs et de culture (-58 euros par mois) ou encore leur budget ameublement (-49 euros). « Ces résultats, basés sur la moyenne des foyers, se confirment même lorsque l'on neutralise les effets liés à la composition de la famille, de l'âge ou aux revenus », précise M^{me} Hoibian du Crédoc.

Autre enseignement de l'enquête : les problèmes de logement ont un impact sur la sociabilité des personnes, ce qui n'était pas le cas il y a vingt-cinq ans. Les dépenses liées à l'habitat empiètent sur celles qui permettent d'entretenir une vie sociale : déplacements, télécommunications, sorties culturelles, pratiques sportives, vacances, cadeaux, occasions festives, etc. « La difficulté à assumer le besoin

vital de se loger pèse aussi sur le moral, le sentiment de solitude, ce qui rejaillit sur le désir et la capacité à maintenir un lien avec les autres », expliquent les chercheurs du Crédoc. Au total, le sentiment de solitude, qui touche 42 % des individus ayant des charges de logement raisonnables, s'élève à 57 % chez des personnes qui consentent un taux d'effort important.

L'envolée des prix de l'immobilier creuse aussi le fossé entre les propriétaires et les locataires. Les premiers bénéficient d'« effets de richesse » qui rejaillissent sur leurs conditions de vie matérielles et sur leur confiance en l'avenir. Les ménages propriétaires, conscients qu'ils peuvent revendre en cas de besoin leur bien, anticipent la valeur de revente et calent en partie leur niveau de vie sur la valeur de leur patrimoine. Ce phénomène se remarque chez les propriétaires de longue date mais aussi chez les accédants à la propriété. Même avec des crédits immobiliers lourds, ceux-ci sont mieux dotés en biens d'équipement (voiture, lave-vaisselle, appareil photo numérique...) que les locataires. « Le statut d'occupation du logement est ainsi devenu, en une vingtaine d'années seulement, un marqueur social aussi fort que le niveau des revenus », estime M^{me} Hoibian.

Cette nouvelle donne est d'ailleurs intégrée par les locataires eux-mêmes. Ceux-ci se sentent de plus en plus fragilisés et ont une image dégradée de leur position sociale. 41 % d'entre eux considèrent faire partie des classes « populaires » ou « défavorisées », contre 30 % il y a seulement dix ans. ■

CATHERINE ROLLOT

Un colloque pour faire du logement une « cause nationale »

Comment construire plus de logements avec moins d'argent public ? C'est l'une des questions auxquelles devront répondre les candidats à la présidentielle, jeudi 5 avril, lors d'un colloque organisé par les acteurs du logement. Une fois encore pour tenter de faire du logement « une cause nationale », un front uni de professionnels, des promoteurs aux architectes en passant par le monde du logement social et la

Fondation Abbé Pierre, interpellent les politiques. Depuis le début de la campagne électorale, malgré un consensus sur la nécessité de répondre à l'une des préoccupations majeures des Français, le logement n'a fait que rarement débat. Pourtant, l'attente est grande. Selon un sondage Ipsos réalisé fin février, 73 % des Français estiment que les candidats à l'élection présidentielle devraient en parler plus.